



Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 30 juillet 2009)

Hamadoun Touré (Porte-parole ONUCI) : Bonjour mesdames et messieurs. Bienvenue à ce point de presse. L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) est encouragée par le démarrage et la poursuite du traitement des données issues de l'identification des populations et du recensement électoral.

L'ONUCI exhorte la Commission Electorale Indépendante (CEI) et les autorités nationales à persévérer dans la conduite des programmes visant à la publication de la liste électorale provisoire, comme prévue par le chronogramme électoral rendu public le 22 juillet 2009.

L'ONUCI, en même temps qu'elle constate des efforts en vue d'équiper techniquement les centres de coordination, observe que les opérations de traitement se heurtent à quelques difficultés dont des mouvements de grève en certains endroits du pays.

L'ONUCI invite les parties concernées à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour trouver une solution rapide à la situation pour sauvegarder l'intégrité du chronogramme électoral et maintenir intacts les espoirs nés de sa publication avec les étapes devant mener à l'élection présidentielle du 29 novembre 2009.

L'ONUCI réitère sa détermination à poursuivre son appui multiforme aux efforts actuellement en cours pour relever tous les défis que rencontre le processus électoral et ainsi faciliter la tenue d'élections ouvertes, libres, justes et transparentes, conformément à son mandat et à ses ressources.

Dans ce cadre, comme je vous l'avais indiqué la semaine dernière, l'ONUCI a développé un concept d'opération pour soutenir la distribution du matériel électoral lourd et sensible. Elle va aussi contribuer au renforcement des capacités des Commissions locales dans le cadre du traitement du contentieux. Merci mes dames et messieurs voilà ce que j'avais pour vous, ce point sur le processus électoral. Je suis prêt à répondre à d'éventuelles questions

Djama Stanislas (Nord Sud Quotidien): *Vous avez parlé de difficultés tout à l'heure dans le déroulement des opérations post-enrôlement. Est-ce que ce sont des difficultés de nature à bouleverser le chronogramme ? Et puis, ces difficultés là, puisqu'on parle de grèves, quand on sait que le Gouvernement a annoncé avoir mis à la disposition de toutes les structures tous les moyens financiers, je me demande encore, comment ce genre de problèmes peut encore persister ?*

HT : Oui, c'est la raison de notre appel. Il faut circonscrire ces difficultés pour éviter leur extension à d'autres endroits. C'est pour cette raison que nous avons invité

tout le monde à jouer sa partition pour qu'il n'y ait pas de perturbations. Vous savez que la publication du chronogramme a soulevé de nombreux espoirs au sein des populations ivoiriennes. Je pense que nous tous, nous devons faire tout ce qui est possible pour être à la hauteur de ces espoirs et les combler le 29 novembre 2009.

Djama Stanislas (Nord Sud Quotidien): L'ONUCI a vent des problèmes financiers au niveau des structures dont les agents sont en grève ?

HT : Oui ! Je pense que c'est de notoriété publique que dans certains endroits du pays il y a des grèves, il y a des protestations, il y a des perturbations, il y a des centres de coordination qui sont fermés. On exige le paiement d'arriérés de salaire ou d'émoluments pour permettre la poursuite du traitement. C'est de notoriété publique. L'ONUCI est au courant mais c'est également dans les médias. C'est vous qui nous les rapportez. Vous vous faites les échos de ce genre de difficultés à l'intérieur du pays et nous pensons que ce sont des difficultés que l'on peut résoudre facilement, et surtout que l'on doit résoudre très rapidement pour pouvoir continuer.

Zran Fidèle Goulizia (Alerte Info): La semaine dernière, l'ONUCI s'est félicitée de la publication du chronogramme. Or à l'analyse, on a remarqué une imprécision notoire dans des dates véritablement bien précises. Notamment, au niveau de l'observation électorale. Alors, en tant qu'institution visant à l'observation électorale, on voudrait savoir votre appréciation de cette imprécision sur la date de certification de l'observation électorale en Côte d'Ivoire. Voici ma première question. Deuxième question : L'actualité politique semble occulter la question militaire et même humanitaire. Alors je voudrais savoir quel est le point de l'évaluation faite lundi dernier par la mission à Bouaké concernant l'encasernement de la nouvelle armée et surtout le point humanitaire, le 21^e rapport du Secrétaire général a parlé de l'aspect humanitaire mais on a l'impression que l'aspect humanitaire est noyé dans la situation politique.

HT : Très bien ! Pour l'observation internationale, le mandat de l'ONUCI est de superviser cette observation internationale. Il s'agit des observateurs qui viennent de l'extérieur pour aider les Ivoiriens à bien conduire le processus mais surtout, pour s'assurer que le processus s'est déroulé dans de bonnes conditions et surtout dans les normes conformes aux standards internationaux. Vous avez parfaitement raison de faire savoir que la question humanitaire a tendance à être reléguée au second plan. Mais c'est une apparence. En raison du débat politique qui semble prendre le pas sur tout, on a tendance à oublier les autres questions. Mais en ce qui concerne la communauté internationale, la question humanitaire est très importante, surtout au niveau de ce que nous appelons la Coordination Humanitaire, chapeauté par le PNUD, et comprenant OCHA, le HCR et l'UNICEF. Nous nous intéressons de très près à la situation humanitaire. Il y a très souvent des missions qui sont conduites sur le terrain pour voir l'étendue de la question humanitaire. Maintenant, l'encasernement, c'était une visite logistique, j'allais dire. Parce qu'il s'agissait de voir comment les camps sont utilisés. Vous savez que l'ONUCI a réhabilité des camps et a même construit des endroits pour accueillir les ex-combattants. Il s'agit de voir d'abord si ces constructions de l'ONUCI sont bien exploitées, sont bien utilisées et puis voir également s'il y a d'autres besoins auxquels l'ONUCI peut répondre dans le cadre du DDR parce qu'il faut regrouper les ex-combattants, il faut également avoir ce qu'on appelle les volontaires de l'armée nouvelle V.A.N. pour voir également comment les préparer dans le cadre du reprofilage et leur intégration éventuelle dans la nouvelle armée. Donc c'était une visite surtout logistique. Ce n'était pas une visite humanitaire ni politique.

Paulin Zobo (Fraternité Matin): Très souvent Monsieur Choi [le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire] a fait cas de difficultés techniques. Vous en avez parlé tantôt, vous avez parlé de grève, je ne sais pas si ces cas sont des problèmes techniques ou bien si c'est l'équipement des centres de coordination. Est-ce que vous pouvez faire aujourd'hui un point par rapport aux 70 centres qui devaient en principe fonctionner depuis le lancement officiel de l'opération de traitement des données. Ensuite, M. Choi, je ne sais pas s'il est toujours à New York. Il avait promis de rencontrer le Centre Carter dans le cadre de l'observation électorale. Est ce qu'il est de retour ? Et quelles sont les nouvelles qu'ont peut avoir de sa mission après son passage au conseil de sécurité ? je vous remercie.

HT : Les nouvelles de son passage au Conseil de sécurité, peut être qu'il faudra patienter encore un jour, nous attendons une résolution sur la poursuite de notre travail ici, c'est à dire de notre mandat et les raisons de notre présence ici. Je vous demanderai d'attendre un jour de plus. Vous savez que le mandat finit demain, le 31 juillet et nous osons croire que le Conseil de Sécurité prendra des mesures adéquates pour que nous ne soyons pas illégaux en Côte d'Ivoire avec une nouvelle résolution demain. Le Centre Carter, il s'agissait surtout de voir, en rapport avec le point qui avait été soulevé tout à l'heure, l'observation internationale. Vous savez que le Centre Carter a une grande expérience de l'observation des élections surtout en Afrique et il s'agissait d'échanger pour voir d'abord leur méthodologie et voir également comment nous pouvons coopérer pour que les élections se passent normalement. Alors les grèves je pense qu'on peut les mettre dans les difficultés sociales ou financières parce qu'il s'agit de payer des agents qui ont exécuté un certain un travail et conformément au contrat qu'ils ont signés avec l'opérateur technique ou la structure concernée pour que ses agents la puissent être désintéressés tout comme le sont les autres agents d'identification et d'enrôlement travaillant sur toute l'étendue du territoire ivoirien. Nous insistons beaucoup sur ce point parce qu'il faut éviter l'extension de mouvements sociaux, sur toute l'étendue du territoire ivoirien ; cela pourrait être un nouveau défi à relever. Il y a 17 centres de coordination qui fonctionnent en ce moment, sur les 68 centres [à l'intérieur du pays]. Je crois qu'il y a les VSAT partout. Ils sont équipés techniquement et c'est ce que nous appelons les efforts en vue d'équiper techniquement les centres de coordination. Donc les moyens techniques que l'on pensait d'une envergure presque insoluble sont entrain d'être surmontés. C'est pour cela qu'il faut éviter que des difficultés d'un autre ordre viennent se jumeler aux difficultés techniques antérieures qui sont entrain d'être vaincues et que des difficultés sociales puissent entamer tout le capital d'efforts et de progrès que l'on avait constatés. C'est pour cela que nous lançons un appel très très sérieux à toutes les autorités pour que ses perturbations puissent être évitées. Le plus tôt, le mieux.

N'guessan Bath Opportune (Le Mandat): Eu égard au climat qui prévaut actuellement, on a l'impression que la tenue des élections prochaines est un peu mitigée avec surtout le sondage qui a été fait. Je voudrais savoir quelle serait la position de l'ONUCI, au cas où les élections n'étaient pas vraiment effectives ?

HT : L'ONUCI estime que le climat est encourageant, particulièrement depuis la publication du chronogramme électoral et des étapes. Il n'y a pas eu de contestations au niveau des acteurs politiques. Tout le monde est en train de se préparer si j'en juge par ce que je vois. Cela dit, il faut veiller à ce que ce climat se poursuive, se consolide et puis, il faut surtout, veiller, comme je l'ai dit en introduction, que les difficultés sociales ne viennent être un obstacle

supplémentaire qui s'ajouterait aux difficultés techniques que nous sommes en train de résoudre au fur et à mesure et pour que l'on puisse tenir l'élection à la date prévue. Nous nous plaçons dans une perspective où il faut tout faire pour que l'élection se tienne à la date prévue. C'est la raison de notre présence ici, c'est également la raison des efforts que nous fournissons à tous les niveaux ; au niveau technique, j'ai souligné, au niveau logistique, au niveau financier, mais également au niveau humain. Nous avons des collègues de la Division de l'Assistance Electorale qui travaillent de manière permanente avec la CEI pour pouvoir arriver à l'organisation de l'élection à la date prévue.

Voilà, mesdames et messieurs, merci beaucoup. Nous nous reverrons le 6 août. Je sais que le 7 août est férié, mais le 6 août il y aura un point de presse ici.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole,
Tél. : +225-06203317 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-06203320
Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>